

<https://ricochets.cc/La-question-ecologique-est-surtout-une-question-economique-politique-et-sociale.html>



La question écologique est surtout une question économique, politique et sociale



- Les Articles -

Date de mise en ligne : dimanche 28 mars 2021

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

De manière contre-intuitive, une politique écologique ça n'est pas d'abord s'occuper des ours blancs, des parcs naturels, de l'alimentation bio ou de la protection des abeilles. C'est plutôt remettre en cause radicalement le modèle socio-politico-économique qui fatalement produit des désastres en série.

Deux ressources ci-dessous pour réfléchir sérieusement aux réels moyens de créer une société écologique-soutenable-solidaire. Car protéger le vivant et habiter des mondes humains compatibles avec les autres mondes naturels implique d'en finir vraiment avec le capitalisme et la civilisation industrielle. [Protéger quelques espaces naturels ou Â« verdier Â» quelques industries et productions d'énergies n'aboutira qu'à la perpétuation des désastres](#), lesquels emporteront au final les éventuelles zones protégées et autres parcs intégraux avec à peu près toutes les collectivités humaines, y compris celles des ultra-riches, des écolos permaculteurs résilients, des ermites, des exploités et dominés de tous les pays.

Ce sont donc bien les mécanismes profonds du capitalisme et de la civilisation industrielle qu'il faut démolir, et remplacer par une autre culture (politique, sociale, productive).



La question écologique est surtout une question économique, politique et sociale Les graves problèmes écologiques et climatiques découlent du mode de production industriel et capitaliste

D'autre part, comme nous l'indique Murray Bookchin dans le livre cité ci-après, il nous faudrait **construire une culture humaine qui ne relève ni du biocentrisme ni de l'anthropocentrisme**, où écologie sociale et écologie profonde dialoguent et se complètent.

Ce n'est pas l'ESPÈCE HUMAINE qui pose problème, mais bien CERTAINS modes de productions, CERTAINES organisations sociales et politiques

Car fondamentalement, que ce soit concernant les questions sociales ou écologiques, n'oublions pas que ce n'est pas l'ESPÈCE HUMAINE qui pose problème, mais bien CERTAINS modes de productions, CERTAINES organisations sociales et politiques, qui se sont traduits ces dernières siècles par la forme durcie et totalitaire de l'Etat-capitalisme, une forme moderne de « la-civilisation » (entendue ici comme une certaine culture humaine, et pas comme la-les cultures humaines).

Les capitalistes et autres libéraux voudraient imposer leur vision étriquée de la « nature humaine », selon eux intrinsèquement et principalement vouée à la compétition, à la hiérarchie, à l'égoïsme, et donc à la destruction du monde vivant. **Ils préfèrent rendre ainsi responsable des désastres une « nature humaine » construite et figée plutôt que de remettre en cause les dogmes économiques et politiques** qui les engraisent si bien et de renonceraient que le capitalisme est une forme culturelle parmi des tas d'autres possibles, et qu'elle est irréformable et irrémédiablement néfaste.

Les gouvernements ne sont pas à notre service

On peut faire le même type de remarque sur les défenseurs de gauche de la forme Etat et ceux qui croient que la France est une démocratie. Plutôt que de reconnaître que l'Etat, les gouvernements, la forme « démocratie » représentative sont un problème structurellement irréformable, que ces structures marchent de pair avec le capitalisme et le productivisme, ils préfèrent croire en l'amélioration de l'Etat-providence assortie de formes de participations accrues à la vie politique. C'est pourquoi ils se concentrent souvent sur les élections, les manifestations et les réclamations adressées aux puissants.

Mais l'Etat n'offre pas de service après vente, les puissants pensent avant tout à conserver leur puissance, et les gouvernements ne sont pas à notre service, mais asservis à leur réélection, et prisonniers et/ou complices de l'Etat et du techno-capitalisme.



La question écologique est surtout une question économique, politique et sociale Le système de production et de distribution, le système du travail et de la rente, s'opposent à la venue de société écologiques

1. Quelle écologie radicale ? - Écologie sociale et écologie profonde en débat

L'urgence climatique est de plus en plus considérée comme étant un problème majeur de ce vingt et unième siècle. Elle a donné des couleurs aux thématiques relevant de l'écologie en général, et aux engagements politiques que nous pouvons distinguer autant au sein des partis politiques de tout bord, que dans les nouveaux mouvements qui ont propulsé une jeunesse à manifester son inquiétude.

C'est au sein de ces manifestations qu'on a vu se développer une sorte d'écologie radicale dont l'objectif serait non seulement une résistance, mais une véritable révolution vers laquelle les différentes âmes écologistes devraient apporter leur contribution. En quelque sorte, un débat qui a déjà eu lieu dans un passé récent. Par exemple, entre Murray Bookchin, un des précurseurs de l'écologie sociale, et Dave Foreman, un tenant de l'écologie profonde et cofondateur du mouvement Earth First !

Les divergences qui opposaient ces deux « /camps/ » - celui de l'écologie sociale à celui de l'écologie profonde - furent dans un premier temps source de guerres de tranchées. Mais, avec le temps, Bookchin et Foreman rechercheront des points de convergences entre ces deux formes d'engagement.

Car, au final, l'objectif était, et reste aujourd'hui, de dégager un terrain d'action commun qui puisse renforcer le mouvement d'écologie radicale dans son ensemble et le mettre ainsi à la hauteur du défi posé par le changement climatique.

Nous avons publié ce texte, traduit de l'américain par Juliette Michelet pour son mémoire de maîtrise d'anglais (directeur de mémoire/ : Ronald Creagh), pour la première fois en 1994. Nous vous le repropsons -aujourd'hui accompagné d'une préface de Lauriane Guillout et d'un nouvel appareil de notes. Lauriane Guillout, doctorante en théorie politique à l'Université Libre de Bruxelles (ULB) et à l'École des Hautes Études en Sciences sociales (EHESS) prépare une thèse qui confronte l'anthropologie politique de Pierre Clastres, et ses réceptions contemporaines chez

Philippe Descola et Viveiros de Castro, à la philosophie politique radicale de Claude Lefort et de Miguel Abensour, afin de mettre au jour une généalogie alternative des droits de la nature.

- ▶ LIVRE : [Quelle écologie radicale ? - Écologie sociale et écologie profonde en débat](#)



La question écologique est surtout une question économique, politique et sociale Ici ou ailleurs, la concurrence et la quête du profit, et donc la recherche du bas coût, impose l'oppression sociale et la destruction du monde naturel

2. LES « CATASTROPHES SOCIO-NATURELLES » ET LE NOUVEAU MOUVEMENT DE PROTECTION DU CLIMAT

Moins le mode de production et de vie capitaliste est mis en cause et critiqué radicalement, plus le déni du problème et le refoulement de la réalité s'installent et conduisent au fait que l'existence humaine elle-même apparaît comme un problème. On identifie le capitalisme à une constante anthropologique en le considérant comme un fait inéluctable de la nature, de sorte qu'il semble plus réaliste de faire disparaître l'homme lui-même plutôt que d'affronter le constat qu'il faut mettre fin à la production de la richesse abstraite. Sans une compréhension et une critique de la forme de la constitution du social, un traitement idéologique de la crise, en raison de l'érosion et de la barbarisation de la socialisation sous la forme de la valeur-dissociation, fera naître de telles barbaries.

- ▶ LIRE [Les « catastrophes socio-naturelles » et le nouveau mouvement de protection du climat, par Thomas Meyer](#)

(Post de Palim Psao)

- ▶ Extraits :

(...)

Néanmoins, il est mis en avant, surtout dans le « discours public », « ce que l'individu peut faire » ou devrait faire, par exemple renoncer aux voyages en avion et à la viande. Le social et surtout le mode de production ne sont pas mis en évidence par de tels appels. Cela découle de la cécité à l'égard de la forme prise par la société. On a l'impression que tout n'est qu'une question de « bonne technologie » et de « bonnes habitudes de consommation ». Cette pensée est particulièrement répandue dans les rangs des « Verts Olive » qui ne veulent pas « secouer le capitalisme » mais seulement « le réguler et le verdir » (Hartmann). « Le mot magique est croissance verte ».

Cependant, l'intérêt du public pour les Fridays for Future reste souvent sans répercussions. L'imminence de la catastrophe climatique est évoquée depuis des décennies[13], mais les mesures de protection du climat continuent d'être simulées ou bloquées comme auparavant. Toutes les mesures, aussi inadéquates soient-elles dès le départ, sont toujours désamorçées de manière à ce qu'elles s'évanouissent comme inefficaces. La « localisation » a toujours la priorité. « Si vous voulez protéger les emplois, vous ne pouvez pas tomber dans la sensiblerie quant aux dommages écologiques » (Hartmann). Le fabuleux « paquet de protection du climat » de la « coalition Groko-Haram

La question écologique est surtout une question économique, politique et sociale

» allemande (Martin Sonneborn) à l'automne 2019 a également montré que rien de sérieux ne doit être fait. Tout doit rester essentiellement comme cela est.

(...)

Ici, Greta Thunberg affirme que la rentabilité est à rejeter. L'objectif nécessaire est de préserver le monde comme étant digne d'être vécu. Le fait de se faire communiquer des calculs chiffrés, n'est donc pas une option. Cependant, la critique du mode de production capitaliste, du mouvement de la valorisation du capital, etc., ne joue guère un rôle significatif dans le mouvement de protection du climat. Toutefois, les Fridays for Future ne sont pas un mouvement homogène (au cours de l'année 2019, il s'est diversifié ; il s'agit essentiellement d'un mouvement de la classe moyenne, c'est-à-dire d'un mouvement des mieux lotis, mais ce n'est désormais plus « seulement » un mouvement d'étudiants). Il existe en effet des groupes (tels que Change for Future) qui revendiquent ou tentent une critique du capitalisme (il faut prendre en considération pourtant que cette critique du capitalisme ici est loin de pouvoir se présenter comme une critique radicale de la constitution-fétiche). Cependant, on ne peut pas dire que les positions critiques à l'égard du capitalisme soient essentielles pour le mouvement. D'un côté, il est dit, par exemple, que la crise climatique ne peut être résolue dans le cadre du système économique actuel. La question du système est donc posée. D'un autre côté, certains militants des Fridays for Future pensent qu'ils peuvent déterminer quelque chose d'essentiel en votant ou en étant élus. Reste à savoir s'ils parviennent à briser l'immanence et à ne pas tomber dans l'affirmation ou l'opportunisme (voir Konicz, 2020).

Il est certainement judicieux de critiquer certains produits et habitudes de consommation et d'en arrêter la production. Mais il est problématique de s'arrêter là et de penser qu'il suffit d'abolir les sacs en plastique et les SUV (Sport utility vehicle) sans porter un regard critique sur le mode de production lui-même. Il ne s'agit en aucun cas d'un simple problème de « bonne » technologie. Il s'agirait surtout de mettre en avant la « contradiction entre la matière et la forme » (voir Ortlieb, 2020). Comme dans les débats antérieurs sur le véganisme ou le capitalisme vert, on ne se rend pas compte que même le capitalisme vert ou végan doit l'emporter dans la concurrence, de sorte que la « production durable », après tout, n'est pas si durable que cela ; surtout lorsque la demande solvable s'effondre et que les réglementations environnementales, etc., s'avèrent perturbatrices et dysfonctionnelles pour la poursuite de l'accumulation de capital. Le fait que les personnes disposant de revenus élevés dans les pays capitalistes du centre puissent s'approvisionner en toutes sortes de « produits écologiques » (et faire leurs courses dans leur SUV) ne doit pas faire oublier que cela n'est possible que parce que ces classes sociales font toujours partie des gagnants du marché mondial.

Ainsi, si l'on affirme qu'il faut consommer moins de viande afin de réduire la destruction de la forêt tropicale pour la production de soja destiné à l'alimentation animale, pourquoi un effondrement de la demande de soja rendrait-il la production de soja moins destructrice lorsque celui-ci est cultivé pour l'alimentation humaine ? Les forêts tropicales continueraient alors à être détruites pour la production de tourteaux de soja ou de biocarburant. Une « critique » verte qui cible l'individu et qui s'attelle à se focaliser sur des biens de consommation individuels de façon « concrétiste », passe ainsi à côté de la destructivité du mode de production capitaliste. Sous les conditions capitalistes, un New Deal vert n'est qu'une autre illusion de vouloir se débarrasser de la destructivité du capitalisme sans en faire un problème et le surmonter.

Un Green New Deal serait la même chose en verdâtre. La destructivité du capitalisme ne serait que modernisée. Si l'on se plaint de l'extinction des espèces, de l'agriculture industrielle et de la folie des voitures, il faut accorder une grande attention à la manière dont la nature est mutilée selon les critères d'exploitation capitalistes et à la manière dont elle est détruite comme le résultat de leur déploiement. Il est donc nécessaire de faire de la domination et de la destruction de la nature un enjeu et de remettre en question la réduction de la nature à une simple matière première. Ce faisant, il faut souligner le caractère profondément patriarcal de la domination de la nature par le capital, comme cela apparaît clairement dans la médecine reproductive, par exemple (voir Meyer, 2018). Cependant, ce lien n'est pas abordé dans le débat sur le changement climatique, car les Fridays for Future ne disposent pas d'une conception critique des sciences (naturelles) (voir Ortlieb, 2019).

Il est donc peu judicieux de tenter de protéger la nature ou le climat en se contentant d'interdire certains produits ou pratiques. Ces interdictions, comme on le sait, ont pour but de réduire les émissions de CO2. À titre alternatif, des investissements sont réalisés dans des produits qui promettent de réduire les émissions de CO2. Mais les produits ne sont pas considérés comme des résultats spécifiques d'un mode de production, c'est-à-dire en tant que des produits dans leur rapport social dans lequel la « forme du travail social [...] est le facteur déterminant pour les objectifs spécifiques et les forces motrices de la production et de la consommation, ainsi que pour la manière et pour l'étendue des interventions dans la nature » (Böhme ; Grebe). La « forme du travail social » (c'est-à-dire le travail en tant qu'abstraction réelle) reste hors de vue chez les Fridays for Future. Cette forme consiste en l'abstraction du contenu et des qualités intrinsèques. La nature n'est utilisée que comme substrat pour la valorisation de la valeur, de sorte que la nature est par le travail également dégradée, ce qui est clairement perceptible, par exemple, dans l'agriculture, où l'industrialisation de l'agriculture a entraîné une perte massive de variétés. En outre, le capitalisme n'est pas du tout en mesure d'utiliser les ressources avec parcimonie. Si une augmentation de la productivité ou une innovation de produit conduit à ce qu'une version de produit (supposée) plus respectueuse de l'environnement l'emporte sur la concurrence, alors la part respectueuse de l'environnement est rapidement surcompensée lorsque le capital particulier inonde ensuite le monde entier avec ce produit. L'introduction du pot catalytique dans les voitures, par exemple, n'a pas conduit à une mobilité plus respectueuse de l'environnement, mais à un trafic individuel encore plus important. En supposant que les gagnants du marché mondial puissent hypothétiquement produire de manière écologique et bon marché, le reste du monde serait perdant et devrait à plus forte raison se passer de « contraintes environnementales ». La concurrence conduit au fait que le moins cher l'emporte toujours. Ainsi, s'il est moins coûteux de détruire l'environnement, d'ignorer les cycles naturels et les temps de régénération, la concurrence nous y oblige d'autant plus au sein de la crise du capitalisme. En raison de la dynamique du capitalisme, même un produit plus respectueux de l'environnement entraîne une plus grande destruction environnementale, puisque la consommation de ressources augmente généralement malgré tout. C'est ce qu'on appelle l'effet de rebond, qui avait déjà été remarqué par les économistes bourgeois du XIXe siècle, mais qui est resté incompris.

Ce n'est donc pas du tout « l'homme » ou l'utilisation de la nature en général qui conduit à la destruction de la nature et à la catastrophe climatique, mais un mode de production irrationnel axé sur la production de richesses abstraites, sur la valorisation de la valeur. La capacité de la valorisation se heurte ainsi à une borne historique, que l'on peut constater dans l'accroissement de la démesure et de la destructivité du capitalisme. Mais presque personne ne veut l'admettre. Il est beaucoup plus facile de refouler la réalité en prétendant être « vert-durable » ou en rejetant la « faute » sur les humains « en soi », c'est-à-dire en concluant que l'existence des humains eux-mêmes est le véritable crime ici !



La question écologique est surtout une question économique, politique et sociale Le capitalisme impose la marchandisation et la destruction des humains et de tout le vivant, c'est irréformable

Remarques complémentaires

► On est face à une double impasse :

1. **La plupart des travailleurs s'accrochent à l'économie de marché et à la Croissance comme à une planche de salut**, c'est le dogme que les puissants leur ont vendu (« *il nous faut de la Croissance pour avoir*

des bons emplois pour toustes ») et c'est les structures sociales en place qui l'imposent. Ayant perdu toute autonomie, ils dépendent des emplois que veut bien lâcher le capitalisme et des aides octroyées sous conditions par l'Etat. Et donc, en l'absence d'alternatives (qu'ils contribuent bien peu à bâtir) ils sont contraints pour croûter de négliger les données écologiques.

2. **La plupart des écologistes voudraient des sociétés vivables, tout en conservant la civilisation industrielle, son capitalisme et son étatsisme** oppresseurs et hiérarchiques, des structures incompatibles avec des sociétés vivables et qui s'opposent par la force et la ruse à leur venue éventuelle.

En l'absence d'alternatives, les travailleurs sont contraints pour croûter de négliger les données écologiques

De ces impasses, il ressort que la plupart des travailleurs refusent toute transformation radicale, préférant les miettes moisies de l'existant (des emplois, du pouvoir d'achat, moins de pénibilité) à la recherche d'autres formes de production, d'organisation et de partage. Tandis que la plupart des écologistes ne se préoccupent pas tellement des conditions matérielles de survie des pauvres et travailleurs, et s'accrochent à une simple réforme de l'Etat du capitalisme au lieu de peser pour leur éradication.

Heureusement, bien sûr, il y a parfois des exceptions des deux côtés, et des ponts entre les deux. Et puis les lignes ont un peu bougé en France depuis le soulèvement des gilets jaunes (« Fin du monde fin du mois, même combat »).

SOLUTION : que les écologistes et les travailleurs luttent ensemble pour la fin du capitalisme et de l'étatsisme, pour la démocratie directe et le partage solidaire :-)

Sans un basculement radical de cet ordre, vouloir protéger les ours, les forêts, les océans, les rivières, les abeilles, la santé des humains, les pauvres d'ici et d'ailleurs, souhaiter le « bien vivre » pour toustes, vouloir la démocratie réelle et l'égalité sociale, ...équivaut à pisser dans un violon.

On pourrait espérer se contenter de simples améliorations partielles, de réformes progressives, mais hélas :

- **d'une part elles restent très difficiles à obtenir** (presque autant que des changements radicaux et profonds)
- **d'autre part l'Etat-capitalisme absorde toutes les réformes, s'en nourrit**, et continue tranquillement sa lancée dévastatrice d'une manière ou d'une autre

Donc, des demi-mesures ne sont guère possibles dans le contexte existant, et seraient sans grand effet globalement tant la civilisation industrielle est puissante, adaptative et incrustée partout.

Mieux vaut des ruptures partielles, des désertions fécondes, des zones de demi-autonomie (et s'efforcer de les généraliser, de les ouvrir, tout en travaillant à un « grand basculement »), des ébauches de vies un peu hors du modèle dominant plutôt que de passer trop de temps à essayer de réformer le Moloch.